

AKTUELL

CLIMAT

Le panier percé de l'UE

Fabien Grasser

Les États membres de l'Union européenne ont eu les plus grandes difficultés à s'entendre sur l'objectif climatique qu'ils présenteront à la COP30, à Belém. Un accord a été trouvé sur le fil, mais il est loin de satisfaire les défenseur-euses de l'environnement.

L'Union européenne a échappé de peu à l'infamie de se présenter à la COP30 de Belém sans objectif climatique pour les prochaines années. Après de longs mois de marchandages, le Conseil environnement de l'UE a fini par difficilement accoucher d'un accord à l'issue d'une interminable réunion de 17 heures, qui s'est poursuivie du 4 au 5 novembre. Selon le texte adopté par les ministres européens de l'Environnement, l'UE réduira ses émissions de carbone de 90 % en 2040 par rapport à 1990, comme cela avait été proposé par la Commission. La Hongrie, la Slovaquie et la Pologne n'ont pas soutenu cet objectif, tandis que la Belgique et la Bulgarie se sont abstenues au moment du vote à la majorité qualifiée.

L'accord a été validé sur le fil, quelques heures avant que ne débutent des discussions climatiques internationales à Belém, en amont de la COP30 qui ouvre officiellement ce 10 novembre. Pendant près d'un an, les Européens se sont écharpés entre tenants d'un objectif climatique fort et partisans d'un assouplissement des règles, au nom de la sacro-sainte compétitivité des entreprises européennes. Les poids lourds allemands et français ont à ce titre bataillé pour imposer des « flexibilités » dans l'accord.

Quoi qu'il en soit, l'UE ne débarquera pas au Brésil les mains vides, alors qu'elle revendique un rôle de leader mondial dans la lutte contre le réchauffement climatique. Pour les défenseurs du climat, l'accord a cependant tout d'un panier percé, même avec une réduction de 90 % des émissions en 2040.

Le premier point d'achoppement est la possibilité pour les États membres d'acheter des crédits carbone à l'étranger pour couvrir jusqu'à 5 % de l'objectif. Autrement dit, la baisse ne serait en réalité que de 85 % au lieu de 90 %. Une clause de revoyure pourrait même porter ce taux à 10 %. Pour sa part, le grand-duché voulait limiter ces achats à 3 %. Selon la députée européenne écologiste luxembourgeoise, Tilly Metz, le « financement de mesures de compensation en dehors de l'UE pourrait coûter plus de 100 milliards d'euros ». Cette somme considérable fera « défaut pour les investissements nécessaires à la décarbonation de notre industrie et

pour réduire les coûts énergétiques des ménages », déplore-t-elle.

Double discours luxembourgeois

L'autre point qui fâche est l'objectif approximatif présenté par l'UE dans sa contribution déterminée au niveau national (CDN) pour 2035. Ces plans nationaux d'action climatique élaborés par chaque pays sont une obligation pour les parties signataires de l'accord de Paris. L'UE établit sa propre CDN, en parallèle à celles des États membres. Présentées tous les cinq ans, les CDN doivent afficher des objectifs plus ambitieux d'une mouture à l'autre. Mais les ministres européens de l'Environnement ont échoué à s'entendre sur un chiffre précis, se contentant d'une fourchette de réduction comprise entre 66,25 % et 72,5 % en 2035. Un flou là encore arraché par les États membres les plus favorables au business. « Même si l'on retient la valeur haute de 72,5 %, ce sera insuffisant pour atteindre les 90 % en 2040 », tranche Altynai Bidaubayle, chargée de campagne chez Greenpeace Luxembourg. Elle appuie son affirmation sur les propres recommandations du Conseil scientifique sur le changement climatique de l'UE. Cet accord « remet en cause la crédibilité de l'UE dans les discussions internationales », estime-t-elle.

Sur le papier et dans les discours, le Luxembourg s'est montré plutôt bon élève dans ces négociations. « Le show est réussi », grince Tilly Metz, dénonçant le « manque de cohérence entre les déclarations faites à l'extérieur et la politique menée au Luxembourg ». Elle reproche notamment au gouvernement un double discours entre ses supposées ambitions climatiques et son soutien sans faille aux directives européennes Omnibus, qui amenuiseront la responsabilité des entreprises sur le climat et les droits humains.

Pour l'eurodéputée, « les zigzags et les changements permanents de règle créent de l'incertitude. Les grandes entreprises qui avaient commencé à investir sur la base de nouvelles règles ne savent plus où elles vont ». « La compétitivité européenne dépendra de la capacité de l'UE à opérer la transition écologique », veut croire l'élue. Dans son intervention devant le Conseil européen de ce 4 novembre, le ministre luxembourgeois de l'Environnement, Serge Wilmes, a lui aussi insisté sur la compétitivité et la nécessité de créer de la « certitude pour les investisseurs ». Les imprécisions volontaires de l'accord qu'il a adopté avec ses homologues européens ne plaident pas vraiment dans ce sens.

SHORT NEWS

Haro sur Mischo

(fg) – « Les relations entre nos organisations syndicales et le ministre du Travail sont arrivées au point mort » : le 9 octobre, la présidente de l'OGBL, Nora Back, et son homologue du LCGB, Patrick Dury, ont trempé leurs plumes dans le vitriol pour écrire au premier ministre et lui dire tout le mal qu'il et elle pensent de Georges Mischo. S'exprimant au nom de l'Union des syndicats, les deux responsables rappellent ce que celle-ci avait déjà annoncé, à savoir que le Comité permanent du travail et de l'emploi (CPTE) « n'a plus mandat pour se réunir ». Un message que le ministre du Travail ne semble pas avoir entendu, puisqu'il s'obstine à convoquer de nouvelles réunions, explique ce courrier que les syndicats n'avaient pas rendu public et que le woxx a consulté. « Au lieu de tenter d'améliorer ses relations très tendues avec les organisations syndicales, le ministre continue à provoquer des situations conflictuelles », poursuivent Nora Back et Patrick Dury. Suit une liste de griefs longue comme un jour sans pain, recensant les manquements du ministre CSV : absence de cohérence dans les discussions sur l'organisation du travail, sortie médiatique intempestive et dénigrante vis-à-vis des syndicats, dépôts de projets de loi sans consultation préalable, etc. « Force est de constater que l'actuel ministre du Travail n'est pas à la hauteur des exigences de son mandat ministériel », cinglent les leaders syndicaux, avant d'assener le coup de grâce : « Il lui manque autant la connaissance de la matière, les capacités pratiques ou le savoir-faire que les qualités personnelles et comportementales. » Les jours de Georges Mischo à la tête du ministère du Travail sont-ils comptés ? La balle est dans le camp de Luc Frieden.

Xavier Bettel gegen „déi aner“

(tj) – Außenminister Xavier Bettel (DP) hat Strafanzeige gegen eine Aktivistin erstattet. Auslöser ist ein Instagram-Post vom 26. September, der eine Fotomontage von Bettel zeigt – mit Make-up, bunten Nägeln und einer Krawatte in den Farben der palästinensischen Flagge. Über dem Bild steht: „nastiest skank bitch“. Für Bettel eine Beleidigung, für die Aktivistin eine Form von queerer Satire – Teil der sogenannten Yassify-Kultur, die bekannte Persönlichkeiten ironisch „feminisiert“, um gesellschaftliche Machtverhältnisse zu kommentieren. Wie Bettel gegenüber dem „Luxemburger Wort“ erklärte, gebe es „Grenzen für alles“. Die Aktivistin, Mitgründerin des Kollektivs „déi aner“, verteidigt sich: Man habe auf Luxemburgs zurückhaltende Haltung im Gaza-Krieg aufmerksam machen wollen. „Wenn er uns gesagt hätte, dass ihn das Bild verletzt, hätten wir es entfernt“, erklärte sie „L'essentiel“ gegenüber. Das Künstler*innenkollektiv „Richtung 22“ reagierte am Mittwoch auf social media: Eine Anzeige gegen eine Aktivistin, die ehrenamtlich in einem kleinen Online-Magazin schreibt, sei vor allem eines: ein Signal an alle, die sich zu laut äußern. Das Vorgehen des „Luxemburger Wort“, das die Aktivistin namentlich nannte, bezeichnet R22 als eine unverantwortliche Bloßstellung. Das Kollektiv beklagt einen doppelten Standard, werde in Fällen von Missbrauch oder Korruption doch stets Anonymität gewahrt.

woxx@home

Die woxx in Prag

(mes) – Die woxx hat seit dem Sommer ein neues und, wie wir finden, schöneres Zuhause im Netz. Was wir zu Beginn dieses Prozesses nicht wissen konnten: Die neue Website führte uns nach Prag zum „Media Innovation Summit“, auf dem jedes Jahr vier Dutzend Medien „innovative“ Projekte vorstellen. Eine Gelegenheit für die woxx-Mitarbeiterinnen Susanne und María nicht nur ihre Arbeit am neuen Webauftritt zu präsentieren, sondern sich auch mit Journalist*innen aus ganz Europa auszutauschen. Die Organisation „Journalism Fund“, gespeist aus Geldern der EU-Kommission und verschiedener Philanthrop*innen, vergibt Stipendien und die woxx hatte Glück: 3.400 Euro Budget für die neue Website. Doch die Umsetzung kostete nicht nur Geld, es flossen auch viel Schweiß, Herzblut und Überstunden ins Projekt. Das Ergebnis kann sich sehen lassen und bereitet hoffentlich noch größeren Lesespaß. Noch feilen wir an ein paar Ecken und Kanten – vielen Dank für etwas Nachsicht und Geduld. Nächstes Jahr werden wir eine Umfrage verschicken, um konstruktive Kritik einzusammeln. Auch bei der neuen Website haben wir uns gegen eine Paywall entschlossen: Wer also wie wir glaubt, dass Qualitätsjournalismus für jede*n frei zugänglich sein sollte, kann uns gerne mit einem Abo oder einer Spende unterstützen. Dann erwartet die woxx-Leser*innen in Zukunft noch vieles mehr.